

## La critique de la théorie économique ou l'enjeu de la compréhension des faits économiques

Sylvie Morel, 15 mai 2009

Le principal objectif du site *Économie autrement* est de présenter des analyses s'inspirant de théories économiques qui s'opposent à celles qui fondent nombre de nos politiques publiques actuelles. Derrière cet objectif se profile un enjeu fondamental : celui de la compréhension de l'économie. En effet, le pari du collectif d'animation du site est le suivant : comprendre l'économie est une condition nécessaire à l'élaboration de stratégies d'action et de politiques qui nous engagent dans des directions autres que celles que nous avons suivies ces dernières décennies. Car c'est là que le bât blesse avec l'approche dominante en économie : elle n'offre pas, aussi surprenant que cela puisse paraître, une compréhension véritable de l'économie<sup>1</sup>. Cela est le cas parce que, tel que souligné dans l'appel *Pour une autre vision de l'économie*, elle en offre une représentation fictive. C'est ce constat, accablant pour la discipline il va sans dire, qui fonde l'intérêt et la nécessité d'aller puiser dans des courants économiques critiques de l'approche dominante. C'est donc sur cet enjeu de la compréhension de l'économie que nous allons brièvement nous pencher ici, exercice que nous avons engagé dans notre texte de mars dernier.

### **L'économie : la théorie ou les faits ?**

Parler d'économie requiert déjà de préciser à quel niveau on emploie ce terme. En effet, en français, le terme « économie » renvoie, premièrement, aux savoirs constitués *sur* l'économie, c'est-à-dire la théorie économique, et, deuxièmement, aux modalités concrètes d'organisation des sociétés ayant cours *dans* l'économie, ou les « faits » économiques. Prenons l'exemple de ce que l'on appelle le champ de l'économie féministe. Pour savoir ce que désigne cette expression, il faut considérer, en conséquence, ce même double point de vue : l'économie peut être féministe, tout d'abord, au niveau de

la théorie, par le recours aux analyses de genre de l'économie, ensuite, au niveau des faits, par des institutions économiques conçues de manière à bénéficier particulièrement aux femmes ; cette dernière finalité présuppose d'évaluer les institutions économiques existantes dans la perspective de « l'analyse différenciée selon le sexe », c'est-à-dire d'examiner l'impact des institutions en prenant acte que celles-ci ne sont pas neutres en termes de genre, en raison de l'intégration distincte des hommes et des femmes à l'économie. La même distinction s'applique à toute pensée économique progressiste<sup>2</sup> : changer l'économie signifie, à la fois, changer les grilles théoriques permettant d'interpréter le monde dans lequel nous vivons et, concrètement, changer ce monde en modifiant les institutions existantes. Or, ce que nous disons, c'est que les deux niveaux sont liés.

### **Le détour par la théorie économique : une étape incontournable**

La crise actuelle nous offre une parfaite illustration des interactions existant entre la théorie et les faits économiques. Comme nous l'avons souligné dans notre contribution d'avril 2009, où nous posons la question de la responsabilité des économistes face à la crise actuelle en identifiant quelques unes des critiques qui se font actuellement jour à leur endroit, l'incapacité de ces derniers à saisir concrètement leur objet d'étude explique, en partie, la situation présente. En effet, les économistes ont fortement participé à produire les outils (modèles macroéconomiques et modèles de gestion du risque) qui ont conduit à la prolifération de produits dérivés toxiques sur le marché financier, tout comme ils ont propagé une vision de l'économie basée sur la fiction de l'autorégulation des économies et la stabilité automatique des marchés, laquelle empêchait de penser la crise et donc de la voir venir. On pourrait ajouter qu'ils ont légitimé un modèle de régulation de l'emploi qui était nécessaire au développement du capitalisme financier. Ainsi, ils ont favorisé, d'une part, à travers, notamment, la flexibilité salariale et la transformation des modes de rémunération, un partage de la valeur ajoutée en faveur des dividendes, et, d'autre part, la capitalisation des régimes de retraites, phénomènes ayant nourri l'expansion de la sphère financière. Cela renvoie à la tendance, dans le capitalisme contemporain, à utiliser l'emploi comme variable d'ajustement, en prenant pour cible la

masse salariale et la « ressource humaine ». Dans les deux cas, le résultat est le même : le transfert des risques économiques sur les salariés<sup>3</sup>. Or, on trouve des théories économiques très précises, et ce sont celles de l'économie dominante, au fondement de tous les types de politiques (politiques sociales, politiques de l'emploi, politiques fiscales) qui ont engendré cette évolution de l'emploi. Ainsi en est-il de « l'avant-crise ». On peut tenir le même raisonnement pour « l'après-crise », c'est-à-dire considérer que la théorie aura à nouveau un impact sur la réalité. En effet, si la majorité des économistes a fait preuve d'aveuglement eu égard à l'imminence de la crise financière, pourquoi en irait-il différemment par rapport aux modalités de sortie de crise ? Autrement dit, comment espérer identifier les bonnes solutions aux problèmes actuels, celles qui permettraient d'éviter leur réédition, si on part des mêmes cadres théoriques, qui proposent des lectures erronées de la réalité économique ? C'est comme si on entendait soigner une maladie, en l'absence, au préalable, d'un bon diagnostic. Poser la question, c'est donc y répondre. Si l'on veut avoir des chances de concevoir des stratégies de sortie de crise efficaces, le détour par la théorie économique est indispensable. Il ne s'agit pas, pour nous, de trancher la complexe question des liens entre théorie et politique, laquelle peut être posée de la façon suivante : la théorie sert-elle de justification a posteriori à des politiques adoptées auparavant<sup>4</sup> ou, inversement, est-elle le point de départ de l'élaboration de nouvelles politiques ? Mais, à un premier niveau, nous répondrions à cette question en disant que les interactions s'opèrent dans les deux sens. En d'autres termes, un travail de reconstruction théorique ne règle pas tous les problèmes, mais, en même temps, s'il ne s'agit pas d'une condition suffisante, cela reste néanmoins une condition nécessaire pour changer les choses de façon constructive.

Consentir à aller sur le terrain de la théorie économique permet de contrer une posture trop souvent adoptée dans les milieux progressistes, qui consiste à opposer « l'économie » et le « social » : on rejette alors en bloc l'ensemble de la théorie économique, considérée à tort comme se résumant à la théorie dominante, pour lui opposer des arguments tirés des registres de la sociologie, des sciences politiques ou de toute autre discipline considérée comme étant « sociale ». Il s'agit là d'une mauvaise stratégie. En effet, voir l'économie et le social comme étant deux catégories mutuellement exclusives procède d'un raisonnement dualiste qui empêche de penser la

complexité des faits économiques. Ensuite, cela revient à se placer soi-même en position de faiblesse face aux économistes, à qui on laisse l'économie, « ce qui est sérieux », pour se cantonner au reste, ce qui, nécessairement, « ne fait pas sérieux ». Enfin, cette position a pour effet de crédibiliser le discours économique dominant : en laissant aux économistes qui le défendent tout le terrain de l'économie, on valide, par le fait même, leur prétention à pouvoir rendre compte de manière satisfaisante des faits économiques.

### Encadré 1

#### Pourquoi faut-il apprivoiser les théories économiques ?

« *Comprendre l'économie pour comprendre le monde : une exigence démocratique* : La démocratie meurt quand les citoyens sont dépossédés des moyens d'intelligence et de transformation du destin collectif. À un moment où les phénomènes économiques qui pèsent le plus sur l'existence individuelle et sociale sont majoritairement présentés comme des « contraintes », des « lois », des « mécanismes », c'est-à-dire des fatalités devant lesquelles l'humanité est impuissante, il est de la plus grande nécessité de s'interroger sur la manière dont s'opère la diffusion ou, bien souvent, la non diffusion des moyens intellectuels permettant de comprendre la nature du système économique qui régit les sociétés et plus fondamentalement encore, permettant de saisir le rôle que joue l'économie dans la société, dans le fonctionnement politique, dans la marche du monde. [...] Comment l'enseignement et la formation peuvent-ils donner effectivement aux citoyens les instruments théoriques et factuels qui leur sont indispensables pour comprendre le sens des transformations économiques et sociales et avoir prise sur ces évolutions ? ».

Source : Extrait d'un des documents préparés pour Les *Rencontres nationales sur l'enseignement de l'économie*, organisées par la Fédération syndicales unitaire (FSU) et l'Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens (ATTAC), qui se sont tenues le 26 avril 2003 à Paris.

Soulignons aussi que l'enjeu relatif à la compréhension de l'économie en recouvre un autre, cette fois proprement citoyen : la démocratisation du savoir économique est l'une des conditions d'une participation effective des individus dans leur collectivité. Citons, sur ce point, deux extraits de document préparés, le premier pour Les *Rencontres nationales sur l'enseignement de l'économie*, qui ont eu lieu le 26 avril 2003 à Paris (encadré 1), le second pour les *Assises nationales de la culture économique et sociale*, qui se sont déroulées dans cette même ville en avril 2004 (encadré 2).

## Encadré 2

### **Présentation des Assises nationales de la culture économique et sociale Conseil économique et social**

« Il suffit d'ouvrir un journal, de brancher la radio ou la télévision, d'accomplir au quotidien les activités des salariés, des travailleurs indépendants et malheureusement des chercheurs d'emploi, pour s'apercevoir que les phénomènes économiques et sociaux sont un bain permanent dans lequel nous sommes plongés. Parler de revenus, de prestations sociales, de perte d'emploi, de chômage, de conditions de travail, de retraite, de temps de travail, de clients, de consommateurs, d'impôt, d'environnement, de pollution, de sécurité sociale... nous le faisons très souvent. Tous ces sujets conduisent les individus à s'interroger, à tenter de se forger une opinion tandis que les chercheurs, les experts, fournissent diagnostics, analyses et travaux en tout genre. L'idéal serait que la grande masse des individus, des citoyens puissent se saisir des travaux des scientifiques.

Outre la difficulté de s'approprier le contenu de tels travaux, propre à toute discipline scientifique, la particularité des sciences économiques et sociales est qu'elle ne fournissent pas de réponse unique à une question donnée: la mobilisation de différentes sciences pour aborder le même problème, le débat contradictoire, l'affrontement des théories, y compris à l'intérieur de la communauté scientifique sont autant d'éléments nécessaires. Pourtant, malgré l'omniprésence dans le monde qui nous entoure des objets des sciences économiques et sociales, force est de constater que ces dernières ont du mal à s'imposer comme des composantes à part entière de la culture générale.

C'est pourquoi, les Assises nationales de la culture économique et sociale montreront à quel point, dans tous les champs d'activité humaine, avoir une culture économique et sociale est indispensable à la compréhension du monde et donc à la maîtrise des citoyens sur les décisions qui les concernent. L'objectif de ces Assises n'est donc pas de prendre directement position sur la production de contenus scientifiques mais de mettre en évidence l'utilité et la nécessité de ces derniers.

Moment intense de débats sur la place de la culture économique et sociale dans la vie quotidienne, dans la formation initiale et continue, les assises engageront une véritable réflexion sur les moyens à mettre en œuvre pour favoriser la maîtrise et le partage des savoirs ainsi que la réflexion critique du plus grand nombre des citoyens de toutes les nations ».

## **L'approche économique dominante : un problème d'abstraction ou de pertinence ?**

L'approche économique dominante serait-elle erronée parce que trop abstraite ? Poser le problème en ces termes est également une erreur. Car ce n'est pas l'abstraction en soi qui pose problème dans une analyse, puisque toute théorie est une représentation abstraite de la réalité, mais le fait qu'elle ne soit pas en prise sur les problèmes réels. Autrement dit, ce qui fait qu'une théorie économique n'est pas valide, comme dans le cas de l'approche dominante, c'est qu'elle n'est pas pertinente pour rendre compte de l'évolution de l'économie. Cette déconnection de la théorie économique par rapport aux réalités économiques concrètes est un constat établi par plusieurs économistes (encadré 3).

### **Encadré 3**

#### **Au sujet de l'approche néo-classique, ils ont dit :**

« Il se peut que la théorie (néo)classique décrive la manière dont nous aimerions que notre économie se comportât. Mais supposer qu'elle se comporte réellement ainsi, c'est supposer toutes les difficultés résolues ». John Maynard Keynes, 1939<sup>5</sup>.

« *l'économie définit des mondes possibles, c'est-à-dire des résultats théoriques logiquement possibles* ». François Simiand<sup>6</sup>.

« Je pense que les manuels sont scandaleux. Si elle est fausse (la microéconomie), pourquoi ne pas la jeter ? ». Herbert Simon, 1997<sup>7</sup>.

« La théorie économique se contente d'approfondir éternellement les mêmes questions selon les mêmes axes, et se sent rarement interpellée par les démentis apparents que ses réponses obtiennent dans la pratique ». Émile Quinet et Bernard Walliser, 1999<sup>8</sup>.

« (...) tout peut être exact sans que rien ne soit vrai », Laurent Cordonnier, 2000<sup>9</sup>.

Cela dit, la critique souvent énoncée contre les néo-classiques à l'effet que leur modèle « manque de réalisme » rate en partie sa cible, car ces derniers n'ont pas la prétention d'avoir une théorie réaliste. En effet, depuis la contribution décisive de Milton Friedman, en 1953<sup>10</sup>, sur la méthodologie (la manière d'appréhender et de mener la recherche) en économie, le critère essentiel de validité d'une théorie est, pour les néo-classiques, non sa capacité de décrire la réalité, mais son pouvoir supposé de prédiction. Autrement dit, la théorie économique doit surtout servir, non à expliquer mais à prédire.

La plupart des courants qui s'opposent à l'économie dominante, qualifiés d'*hétérodoxes*, mettent de l'avant à cet égard une tout autre vision. Pour eux, le critère de validité d'une théorie est sa capacité à fournir des explications des faits économiques et, en particulier, des « dysfonctions institutionnelles » génératrices de problèmes sociaux (chômage, discrimination du revenu, macro-instabilité, etc.). Ce précepte méthodologique est particulièrement développé dans le courant économique de l'institutionnalisme américain des origines, dont les fondateurs sont Thorstein Veblen, John R. Commons et Wesley C. Mitchell. Ce dernier s'est développé à la fin du 19<sup>e</sup> siècle et dans la première partie du 20<sup>e</sup> siècle. Il est, selon nous, le courant théorique hétérodoxe en économie qui opère la coupure la plus tranchée avec l'approche néo-classique, car il constitue un cadre théorique alternatif à celle-ci : il ne vient pas simplement remplacer certaines prémisses du cadre néo-classique pour en atténuer les lacunes, mais le remplace entièrement. Cela parce que l'institutionnalisme des origines propose une démarche de connaissance, des outils méthodologiques et des concepts théoriques « radicalement » (à la racine) différents, dans leur nature et leur contenu, à ceux de l'économie dominante<sup>11</sup>. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette question, mais contentons-nous d'indiquer pour le moment que la préoccupation concernant la manière dont la connaissance peut contribuer à guider la transformation des institutions d'une manière progressiste est centrale dans ce courant théorique. Dans cette optique, le critère de pertinence de la théorie est de savoir si elle « permet de poser un diagnostic valable et créatif par rapport à l'identification et à la résolution de problèmes réels »<sup>12</sup>. À cette fin, la valeur des hypothèses est appréciée sur la base de leur capacité effective à organiser en un tout cohérent les éléments du problème et à permettre une compréhension causale du phénomène examiné. Ajoutons qu'il ne s'agit pas, bien au contraire, de considérer que les « faits » seraient des données du « réel » existant indépendamment du

regard des chercheur-e-s (ce qu'on appelle l'approche positiviste) ; nous reviendrons également sur cette question de l'objectivité dans la théorie économique dans un texte ultérieur.

Ce souhait de pouvoir disposer de théories économiques utiles pour expliquer la réalité est l'une des principales revendications qui ressort de la *Lettre ouverte des étudiantes et étudiants français en économie*, reproduite ci-dessous (encadré 4, page suivante) et publiée dans le quotidien *Le Monde* du 17 juin 2000. Signée, en l'espace de seulement un mois, par près d'un millier d'étudiant-e-s et plusieurs dizaines d'enseignant-e-s, elle était à l'initiative du *Mouvement des étudiants pour la réforme de l'enseignement de l'économie*. Ce dernier est apparu en France au printemps 2000 et s'est ensuite étendu ailleurs en Europe et aux Etats-Unis<sup>13</sup>.

Au vu de ce qui précède, on aura compris que l'utilisation abusive de modèles déconnectés de la réalité dépasse largement le cas des économistes orthodoxes spécialisés en économie financière. Cet enjeu de la compréhension de l'économie se pose bel et bien par rapport au traitement de toutes les questions économiques, qu'il s'agisse de commerce international, de finances publiques, de distribution des revenus, de chômage ou de pauvreté, pour n'en nommer que quelques unes. Le problème est de taille puisqu'il requiert que, dans chacune des spécialisations qu'englobe la théorie économique (économie du développement, économie financière, économie de l'environnement, économie de la santé, économie du travail, etc.), les analyses spécifiques procédant de l'approche dominante soient passées au crible de la critique provenant des théories économiques hétérodoxes. « Penser l'économie autrement » est donc un chantier d'une très grande envergure.

#### **Encadré 4**

##### LETTRE DES ÉTUDIANTS EN ÉCONOMIE AUX PROFESSEURS ET RESPONSABLES DE L'ENSEIGNEMENT DE CETTE DISCIPLINE

Nous, étudiants en économie dans les universités et grandes écoles françaises, nous déclarons globalement mécontents de l'enseignement que nous y recevons. Et ce pour les raisons suivantes :

#### **1/ Sortons des mondes imaginaires**

La plupart d'entre nous a choisi la filière économique afin d'acquérir une compréhension approfondie des phénomènes économiques auxquels le citoyen d'aujourd'hui est confronté. Or, l'enseignement tel qu'il est dispensé - c'est-à-dire dans la plupart des cas celui de la théorie néo-classique ou d'approches dérivées - ne répond généralement pas à cette attente. En effet, si la théorie se détache légitimement des contingences dans un premier temps, elle effectue en revanche rarement le nécessaire retour aux faits: la partie empirique (histoire des faits, fonctionnement des institutions, étude des comportements et des stratégies des agents... ) est quasiment inexistante. Par ailleurs, ce décalage de l'enseignement par rapport aux réalités concrètes pose nécessairement un problème d'adaptation pour ceux qui voudraient se rendre utiles auprès des acteurs économiques et sociaux.

#### **2/ Non à l'usage incontrôlé des mathématiques**

L'usage instrumental des mathématiques semble nécessaire. Mais le recours à la formalisation mathématique, lorsqu'elle n'est plus un instrument mais devient une fin en soi, conduit à une véritable schizophrénie par rapport au monde réel. La formalisation permet par contre de construire facilement des exercices, de « faire tourner » des modèles où l'important est de trouver « le bon » résultat (c'est-à-dire le résultat logique par rapport aux hypothèses de départ) pour pouvoir rendre une bonne copie. Ceci facilite la notation et la sélection, sous couvert de scientificité, mais ne répond jamais aux questions que nous nous posons sur les débats économiques contemporains.

#### **3/ Pour un pluralisme des approches en économie**

Trop souvent, le cours magistral ne laisse pas de place à la réflexion. Parmi toutes les approches en présence, on ne nous en présente généralement qu'une seule, et elle est censée tout expliquer selon une démarche purement axiomatique, comme s'il s'agissait de LA vérité économique. Nous n'acceptons pas ce dogmatisme. Nous voulons un pluralisme des explications, adapté à la complexité des objets et à l'incertitude qui plane sur la plupart des grandes questions en économie (chômage, inégalités, place de la finance, avantages et inconvénients du libre-échange, etc.).

Source : <http://mouv.eco.free.fr/mouvement/tmouvement.htm>

---

## Notes

<sup>1</sup> Par approche « dominante », on entend le courant théorique développé depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle sous l'étiquette « néoclassique ». On parle souvent aussi de pensée unique – ou d'« orthodoxie » en économie – parce que l'économie néo-classique représente la plus grande partie de ce qui se fait dans cette discipline, dans les milieux académiques, depuis plus d'un siècle.

<sup>2</sup> Nous utilisons le qualificatif progressiste même s'il n'est pas dénué d'ambiguïté. En effet, bien qu'il soit généralement associé à une pensée de gauche, la droite l'emploie aussi dans ses argumentaires.

<sup>3</sup> Nous reviendrons sur cette question dans un texte ultérieur.

<sup>4</sup> On trouvera des exemples éloquents de cette situation dans : Dostaler, Gilles. 2005. *Keynes et ses combats*, Paris, Albin Michel.

<sup>5</sup> Keynes, J. M. 1977 (1939). *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris : Petite bibliothèque payot, p. 57.

<sup>6</sup> Simiand, F. cité dans : Steiner, Philippe. 1999. *La sociologie économique*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », p. 32

<sup>7</sup> Herbert Simon. 1997 ; tiré du site du Mouvement des étudiants pour une réforme de l'enseignement de l'économie : Autisme-économie.org ; <http://mouv.eco.free.fr/mouvement/tmanifeste.htm>.

<sup>8</sup> Quinet, E. et Walliser, B., professeurs à l'École des Ponts et Chaussées ; extrait de leur article « A quoi sert la science économique? », paru dans la *Revue d'économie politique* en 1999 ; tiré du site du site du Mouvement des étudiants pour une réforme de l'enseignement de l'économie : Autisme-économie.org ; <http://mouv.eco.free.fr/citations/tQuinetWalliser.htm>

<sup>9</sup> Cordonnier, Laurent. 2000. *Pas de pitié pour les gueux. Sur les théories économiques du chômage*. Paris. Raisons d'agir Éditions, p. 8.

<sup>10</sup> Friedman, Milton. 1953. « The Methodology of Positive Economics », in M. Friedman (dir.), *Essays in Positive Economics*, Chicago, University of Chicago Press, pp. 3-43.

<sup>11</sup> L'ampleur du renouvellement de perspective qu'opère la théorie institutionnaliste de Commons vient de son fondement philosophique qui est le pragmatisme ; ce dernier est, comme le souligne D. Deledalle, le « premier grand mouvement philosophique authentiquement américain » ; Deledalle, Gérard. 1995. *La philosophie peut-elle être américaine ? Nationalité et universalité*, Paris, Éditions Jacques Grancher, p. 24.

<sup>12</sup> Tool, Marc R. 1994. «An Institutional Mode of Inquiry», dans P. A. Klein (ed.), *The Role of Economic Theory*, Dordrecht, Kluwer, p. 204.

<sup>13</sup> Voir, à ce sujet, le site [www.autisme-economie.org](http://www.autisme-economie.org).